TUNISIE

Un gouvernement de coalition formé, Ennahda représenté

Le Premier ministre tunisien Habib Essid a dévoilé hier la composition définitive de son cabinet, un gouvernement qui se veut de «large coalition» dominé par le vainqueur des dernières législatives, le parti Nidaa Tounès, et comptant des représentants du parti Ennahda, a indiqué l'agence de presse tunisienne TAP.

«Nous avons procédé à des changements, il s'agit d'élargir la composition du gouvernement avec l'entrée d'autres partis comme Ennahda et Afek Tounes», a déclaré M.Essid lors d'une conférence de presse au Palais de Carthage. Le nouveau gouvernement dont Ennahda a, selon les médias, obtenu un portefeuille ministériel et deux secrétariats d'Etat dans la nouvelle composition du gouvernement, devra obtenir demain la confiance du Parlement. Le nouveau cabinet est composé de 22 ministres et les portefeuilles clés ont été répartis comme suit : le poste de ministre de la Justice revient à Mohamed-Salah Ben Aïssa. Le ministère de la Défense sera conduit par Farhat Horchani, celui de l'Intérieur par Nejem Gharsalli. Tayeb El Bakouch a été nommé, quant à lui, ministre des Affaires étrangères, Salim Chaker ministre des Finances. Ridha Lahouel a été placé à la tête du ministère du Commerce.

Neji Djelloul sera chargé de l'Education nationale. Au poste de secrétaire général du gouvernement, a été nommé Ahmed Zerouk. Dans la foulée de ces nouvelles nominations, M. Zied Lakhdhar, dirigeant du Front populaire et député, a estimé dans une déclaration à la TAP, que le chef du gouvernement désigné, Habib Essid, a fait «un calcul simple» pour garantir le vote de confiance du Parlement.

Ceci est le fruit de concertations intensives avec nombre de partis politiques et d'organisations nationales. M. Lakhdhar a laissé entendre que le nouveau gouvernement Essid aura besoin de toute sa force pour persuader les opposants à la présence d'Ennahda dans cette nouvelle équipe de l'utilité des choix effectués.

Dans sa déclaration, il a précisé que la participation d'Ennahda a uniquement pour objectif d'obtenir du Parlement le vote de confiance.

Zied Lakhdhar a rappelé qu'à l'origine, Nidaa Tounès avait pour mission de trouver un équilibre sur l'échiquier politique en promettant à ses électeurs d'écarter Ennahda du pouvoir d'autant qu'il s'est engagé à ne pas créer des coalitions avec ce mouvement.

LIBYE

Libération d'un responsable libyen de l'Opep enlevé à Tripoli

Un responsable libyen de l'Opep a été libéré trois jours après son enlèvement par des inconnus dans la capitale Tripoli contrôlée par des milices, a indiqué une source au sein de la compagnie nationale de pétrole (NOC) hier.

Samir Salim Kamal, un ingénieur chargé de la planification et du suivi au sein de la NOC et qui représente son pays à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), avait été enlevé jeudi alors qu'il quittait les locaux de la compagnie.

«Il a été libéré avant-hier (dimanche). Il est sain et sauf et se porte bien», a indiqué un responsable de la NOC, cité par l'AFP, sans donner des détails sur les circonstances de l'enlèvement ou l'identité des ravisseurs.

Un membre de la famille de M. Kamal, selon la même source, a confirmé sa libération sans, lui non plus, donner des détails sur ce rapt qui n'a pas été revendiqué. La Libye est membre de l'Opep et le Libyen Abdallah al Badri en est le secrétaire général.

Les enlèvements de Libyens ou d'étrangers sont fréquents dans ce pays plongé dans le chaos depuis la chute de l'ancien dirigeant Maâmar El-Gueddafi au terme de huit mois de conflit en 2011.

Livrée aux milices, la Libye est dirigée par deux Parlements et deux gouvernements rivaux, l'un est proche de la coalition Fajr Libya qui contrôle Tripoli et l'autre est reconnu par la communauté internationale et siège à Tobrouk (est).

Voiture piégée près du QG d'une milice à Tripoli, un mort

Une voiture piégée a explosé hier près du QG d'une des milices qui contrôlent la capitale libyenne Tripoli, tuant l'un de ses membres et blessant deux, selon une source des services de sécurité.

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a visé un ancien bâtiment des services de sécurité occupé par la milice «des révolutionnaires de Tripoli», commandée par Haïthem al-Tajouri, un officier controversé du ministère de l'Intérieur, a indiqué cette source.

Un membre de cette milice qui fait partie de la coalition islamiste de Fajr Libya a été tué et deux autres ont été gravement blessés, a-t-elle ajouté.

Depuis plusieurs jours, la capitale libyenne est le théâtre d'une série d'attaques. La plus spectaculaire a visé mardi dernier l'hôtel Corinthia qui s'est soldée par la mort de neuf personnes dont cinq étrangers. Elle a été revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Fajr Libya, une coalition hétéroclite de milices, contrôle Tripoli depuis août après en avoir chassé des milices rivales et y a installé un gouvernement parallèle.

SYRIE

15 civils tués dans des raids aériens de l'armée syrienne à Deraa

Au moins 15 civils ont été tués et 25 blessés hier par des raids aériens de l'armée syrienne contre une ville rebelle de la province de Deraa, dans le sud du pays, selon une ONG.

Ces raids surviennent alors que les rebelles mènent depuis des mois une vaste offensive contre les forces du régime dans le Sud. «Comme d'habitude, le régime frappe des régions peuplées pour monter les civils contre l'opposition armée», a dit Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

«Quinze civils ont été tués et au moins 25 blessés dans quatre raids menés par le régime sur plusieurs quartiers de la ville de Jassem dans la province de Deraa», a-t-il précisé.

Les rebelles avancent depuis plusieurs mois face aux forces du régime à Deraa, mais ont essuyé une série de défaites ailleurs dans le pays. «Les rebelles font de grands progrès à Deraa. La grande majorité de l'ouest de la province, dont la localité de Jassem, est hors du contrôle du gouvernement», selon M. Abdel Rahmane.

Les rebelles profitent du fait que «les lignes d'approvisionnement de Jordanie sont toujours ouvertes», selon lui.

L'intervention des rebelles du Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, a aidé également les rebelles à gagner du terrain à Deraa. Par ailleurs, des raids aériens ont visé Douma, une localité rebelle de la province de Damas, assiégée depuis des mois par les forces du régime, tuant au moins trois civils et faisant plusieurs blessés, a indiqué l'OSDH.

Des médias à Douma ont indiqué que les raids avaient frappé des zones résidentielles et que la plupart des blessés étaient des enfants. La guerre en Syrie a commencé par des manifestations pacifiques réclamant des changements démocratiques. Mais la révolte s'est militarisée face à la répression du régime de Bachar al-Assad, et s'est transformée en un conflit meurtrier.

Plus de 200.000 personnes ont été tuées depuis mars 2011 en Syrie, et la moitié des Syriens ont dû quitter leurs foyers.

À 12 JOURS DE LA PRÉSIDENTIELLE

Le Nigeria entraîné dans un conflit régional par Boko Haram

A 11 jours de l'élection présidentielle, le Nigeria craint de nouvelles attaques de Boko Haram, qui a montré ces derniers jours sa capacité à mener bataille sur plusieurs fronts dans ce conflit régional impliquant le Tchad et le Cameroun.

Comme le 25 janvier, les islamistes armés ont à nouveau lancé dimanche une importante offensive sur Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno (nord-est) dont le contrôle est un enjeu majeur de la crédibilité du scrution du 14 février.

Simultanément, des hélicoptères de l'armée tchadienne bombardaient des positions islamistes plus à l'est, à la frontière du Cameroun, pour tenter de reprendre la ville nigériane de Gamboru. L'attaque sur Maiduguri a pu être repoussée dimanche par l'armée nigériane et des milices d'autodéfense après de longues heures de combats. Mais pour les experts, le deuxième assaut en une semaine sur cette ville stratégique ne sera sans doute pas le dernier avant le vote. «Les insurgés dénoncent depuis longtemps les élections, perçues comme une pratique païenne incompatible avec l'Etat islamique» qu'ils disent avoir instauré dans les pans de territoire qu'ils contrôlent dans la région, rappelle le chercheur Nnamdi Obasi, de l'International Crisis Group. «Une recrudescence des attaques (islamistes) pour perturber les prochaines élections était donc prévisible, surtout à Maiduguri. Et ce n'est sans doute pas fini», explique-t-il.

Maiduguri, qui comptait un million d'habitants avant le déclenchement de l'insurrection islamiste en 2009, a vu sa population doubler ces derniers mois avec l'arrivée de centaines de milliers d'habitants de l'Etat de Borno, chassés de leurs villes et villages par les tueries.

Même si les insurgés se sont emparés d'une grande partie de l'Etat, la ville reste un des seuls endroits où les électeurs de la région devraient pouvoir se rendre aux urnes.

Si Maiduguri tombait aux mains de Boko Haram d'ici le 14 février, cela ne serait pas seulement une immense victoire pour les islamistes, mais aussi un terrible revers pour le président Goodluck Jonathan, qui pourrait y perdre ses dernières chances de réélection, selon M. Obasi. Pour Ryan Cummings, spécialiste de l'Afrique pour la société de conseil en sécurité Red24, Boko Haram, encerclant la ville après avoir pris toutes les localités alentours, «est actuellement dans la position tactique la plus avantageuse qui soit pour lancer une offensive de grande envergure». «Je reste sceptique quant aux ressources dont dispose Boko Haram pour capturer, puis garder une ville de (cette) taille», a-t-il néanmoins ajouté. «Mais la secte pourrait aussi bien prévoir de tenter le coup». Certains considèrent que les assauts répétés contre Maiduguri seraient une tactique pour y focaliser l'attention de l'armée nigériane, permettant aux islamistes de mener de nouvelles attaques ailleurs dans le Nord-Est et défendre leur territoire plus à l'Est.

Sur la frontière avec le Cameroun, à 150 km à l'est de Maiduguri, la ville nigériane de Gamboru a été pilonnée dimanche par des hélicoptères de combat tchadiens.

Gamboru est séparée par un pont de 500 mètres de la ville camerounaise de Fotokol, où sont massées des troupes tchadiennes et camerounaises. Le but des bombardements : «neutraliser» Gamboru, où les islamistes ont placé des snipers «partout», afin de permettre ensuite une opération terrestre sur la ville, selon l'armée tchadienne. Si cette dernière revendique trois morts dans ses rangs et 123 tués chez Boko Haram — elle avait combattu les islamistes au sol, à la frontière, jeudi et vendredi, et lancé un premier raid aérien sur Gamboru samedi —, la ville n'a pas été libérée pour l'instant. Signe d'une récente prise de conscience internationale de la menace que représente Boko Haram pour les équilibres régionaux, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a soutenu l'idée d'une force militaire régionale de l'Union africaine (UA) forte de 7.500 hommes pour lutter contre les islamistes, la semaine dernière lors d'un sommet de l'organisation panafricaine.

Mark Schroeder, de la société d'analyse stratégique Stratfor, prévient néanmoins que même si les troupes des pays de la région parviennent à remporter des victoires militaires contre Boko Haram dans le nord-est du Nigeria avant la présidentielle, la présence de forces étrangères soutenant l'armée nigériane desservira M. Jonathan en soulignant une fois de plus son inefficacité et celle de ses soldats face aux insurgés.